

afin de répondre aux besoins particuliers des femmes rurales à la lumière de la Déclaration de Genève.

42<sup>e</sup> séance plénière  
31 juillet 1992

#### 1992/54. Coopération halieutique en Afrique

*Le Conseil économique et social,*

Rappelant la résolution 45/184 de l'Assemblée générale, en date du 21 décembre 1990,

Rappelant également ses résolutions 1990/77 du 27 juillet 1990 et 1991/73 du 26 juillet 1991,

Conscient de l'importance que les accords régionaux et sous-régionaux revêtent pour le développement des ressources halieutiques,

Considérant la nécessité d'encourager ces initiatives, qui visent à atteindre l'autosuffisance alimentaire, à améliorer la nutrition, à diversifier les exportations, à promouvoir l'emploi et à assurer un développement durable des ressources halieutiques,

Se félicitant de la tenue, à Rabat en 1989 et à Dakar en 1991, des première et deuxième sessions de la Conférence ministérielle sur la coopération halieutique entre les Etats africains riverains de l'océan Atlantique,

1. Prend acte avec satisfaction du rapport du Secrétaire général sur la coopération halieutique en Afrique<sup>117</sup> et du rapport oral du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture<sup>118</sup>;

2. Se félicite des progrès accomplis dans la mise en œuvre des programmes de coopération de la Conférence ministérielle sur la coopération halieutique entre les Etats africains riverains de l'océan Atlantique;

3. Invite la Conférence à intensifier ses activités visant à assurer un développement durable des ressources halieutiques, notamment en adoptant des normes efficaces en matière de planification et d'aménagement des pêches et en encourageant davantage la collecte et la diffusion des statistiques des pêches ainsi que la recherche scientifique marine et la protection et la surveillance continue des ressources marines de la région;

4. Se félicite de l'appui accordé par les organismes des Nations Unies et par les pays donateurs à la réalisation des objectifs de la Conférence;

5. Réitère son appel à la communauté internationale, aux organismes des Nations Unies, aux pays donateurs et aux institutions financières internationales et régionales pour contribuer généreusement à la mise en œuvre des programmes et projets de la Conférence;

6. Prie le Secrétaire général de présenter au Conseil économique et social, à sa session de fond de 1994, un rapport du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, agissant en coopération avec les autres organisations intéressées et en étroite consultation avec le Président en exercice de la Conférence, sur les progrès accomplis dans l'application de la présente résolution ainsi que sur les résultats de la troisième session de la Conférence ministérielle sur la coopération halieutique entre les Etats africains riverains de l'océan Atlantique, qui aura lieu au Cap-Vert en 1993;

7. Décide d'inscrire à l'ordre du jour de sa session de fond de 1994 une question intitulée « Coopération halieutique en Afrique ».

42<sup>e</sup> séance plénière  
31 juillet 1992

#### 1992/55. Lutte contre l'aridité, l'érosion, la salinité, la saturation du sol en eau, la désertification et les effets de la sécheresse en Asie du Sud

*Le Conseil économique et social,*

Rappelant sa résolution 1991/97 du 26 juillet 1991,

Prenant acte de la note intérimaire du Secrétaire général sur l'application de la résolution 1991/97 du Conseil économique et social<sup>119</sup>,

Soulignant que l'Asie du Sud, l'une des régions les plus peuplées du monde, comprend un nombre important de zones exposées à l'aridité, à l'érosion, à la salinité, à la saturation du sol en eau, à la désertification et aux effets de la sécheresse, qui affectent la vie de millions de gens et l'environnement tout entier de la région,

Soulignant également l'importance de l'étude demandée dans sa résolution 1991/97 dans le contexte des efforts nationaux et internationaux de coopération,

1. Note avec préoccupation qu'il n'a pas été possible de mener entièrement à bien l'application de la résolution 1991/97 et d'en présenter les résultats au Conseil à sa session de fond de 1992;

2. Prie instamment le Secrétaire général, en entière conformité avec la résolution 1991/97, de présenter l'étude en question à l'Assemblée générale à sa quarante-septième session.

42<sup>e</sup> séance plénière  
31 juillet 1992

#### 1992/56. Mise en valeur des ressources énergétiques des pays en développement

*Le Conseil économique et social,*

Réaffirmant l'importance capitale qui s'attache à la mise en valeur des ressources énergétiques des pays en développement et la nécessité pour la communauté internationale de prendre des mesures afin d'aider et d'appuyer l'effort que font ces pays, en particulier s'ils ont un déficit énergétique, pour mettre en valeur leurs propres ressources énergétiques, de manière à répondre par la coopération, l'assistance et l'investissement à leurs besoins dans le domaine des sources d'énergie classiques aussi bien que nouvelles et renouvelables, et ce en conformité avec leurs politiques, priorités et plans nationaux,

Réaffirmant également que c'est aux pays en développement qu'incombe au premier chef la responsabilité de leurs stratégies et politiques de prospection et de mise en valeur des ressources énergétiques,

Conscient de l'importance du développement durable,

1. Prend acte avec satisfaction du rapport du Secrétaire général sur les tendances concernant la prospection et la mise en valeur des ressources énergétiques dans les pays en développement<sup>120</sup>;

2. Réaffirme que les pays en développement, en particulier lorsqu'ils sont confrontés à un déficit énergétique, ont